

d'assister à un changement sans violence, mais cela ne sera pas facile. Entre autres choses, il faut, pour y parvenir, un organisme qui puisse se faire entendre de part et d'autre, conseillant la modération aux leaders et aux groupes noirs et accentuant les pressions contre l'apartheid. Le Commonwealth est l'organisme le mieux à même de jouer ce rôle et le Canada a choisi délibérément de fonder sa politique contre l'apartheid sur son appartenance au Commonwealth.

Nous avons, bien entendu, d'autres moyens à notre disposition - des sanctions, tant obligatoires que volontaires, une aide directe aux organisations qui appuient les familles des victimes de l'apartheid, des bourses offertes aux Noirs sud-africains, des initiatives diplomatiques visant à influencer les politiques de nos alliés.

Le Canada, seul, n'a pas une grande influence sur l'Afrique du Sud. Notre impact économique est faible comparé à celui de pays comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Suisse, le Japon et les États-Unis. Il est préférable d'exercer notre influence morale et diplomatique à l'intérieur d'un système plutôt que de la perdre dans un coup d'éclat. Nous avons opté délibérément pour une politique de pression graduelle et mesurée, et nous comptons sur le Commonwealth pour centraliser ces efforts. Voici où en est la situation actuellement.

À la Conférence du Commonwealth à Nassau l'an dernier, M. Mulroney et d'autres chefs de gouvernement ont mis sur pied un petit groupe de personnalités chargé d'établir le dialogue entre les autorités sud-africaines et les représentants légitimes de l'opposition noire. L'archevêque Ted Scott de l'Église anglicane du Canada faisait partie de ce groupe qui a fait tout son possible pour créer les conditions d'un changement pacifique. Finalement, l'Afrique du Sud a rejeté cette tentative, mais par ce rejet a fait savoir au monde qu'elle entendait maintenir son opposition à des réformes réelles.

À Londres, en août dernier, le Canada, l'Inde, l'Australie, la Zambie, le Zimbabwe, les Bahamas et la Grande-Bretagne ont tenu une réunion pour examiner le rapport des personnalités. Six de ces pays, y compris le Canada, ont convenu de dresser une longue liste d'actions communes contre l'apartheid. Les sept pays, y compris la Grande-Bretagne, se sont entendus sur une liste plus